

L'ONU déplore la résurrection de la violence au Burundi

Arrib News, 20/09/2010 Le représentant du secrétaire général des Nations Unies au Burundi regrette la résurrection du «monstre de la violence dans la région des grands lacs». Dans un entretien avec les médias locaux, Charles Petrie s'est montré préoccupé par la montée de la violence au Burundi ces derniers jours. Il a souligné que l'ONU suit ce qui se passe au Burundi et demande que la justice soit rendue pour punir ceux qui seront reconnus coupables d'actes de criminalité. Selon Charles Petrie, la population burundaise est fatiguée par des guerres répétitives tandis que l'opposition devrait être respectée pour avoir de l'équilibre dans les opinions.

Dans le but de ne pas oublier ce qui s'est passé au Burundi, le représentant du secrétaire général des Nations Unies annonce qu'un grand événement sera organisé en 2012 en mémoire des massacres de 1972 qui ont coûté la vie de 300.000 personnes en moins d'un mois. Dans la même ligne, d'autres commémorations seront organisées en mémoire des tueries de 1993, nous a indiqué Charles Petrie. Le représentant de l'ONU au Burundi a demandé alors aux instances de sécurité fassent leur travail correctement pour éviter que le Burundi ne sombre encore une fois dans un enfer de violence. Pour rappel, le Burundi venait de traverser plus d'une décennie de guerre civile qui a coûté la vie à millions de personnes. Le dernier mouvement rebelle dénommé Force de Libération Nationale avait signé un cessez-le-feu en 2008 et avait rejoint le cercle politique burundais. Cependant avec le début du marathon électoral en mai de cette année, les partis d'opposition se sont retirés du processus électoral accusant le parti au pouvoir et la Commission nationale électorale de «fraudes massives». Depuis, des leaders des partis d'opposition, à commencer par le président du FNL, Agathon Rwaso ont rejoint la clandestinité, suivi du président du CNDD Léonard Nyangoma, puis Alexis Sinduhije président du MSD, Pascaline Kampayano de l'UPD. Certains membres des corps de défense et de sécurité dont le Colonel Aloys Nzabampema ont aussi disparus sans laisser de traces. Ce dernier était chargé des opérations de terre à l'Etat major intégré de l'armée nationale burundaise. Le climat politique burundais s'est détérioré dernièrement quand un groupe d'hommes armés de fusils a attaqué un champ de cannes à sucre dans la province de Bubanza, au nord ouest de la capitale Bujumbura. Une dizaine de travailleurs et une quarantaine de vaches ont trouvé la mort dans ces attaques attribuées à des bandits selon des sources des forces de l'ordre. Des sources de cette même province avaient souligné la gestation d'un groupe rebelle. Le pouvoir en place avait accusé indirectement les membres des partis d'opposition de ne pas fournir beaucoup d'efforts pour dénoncer ces actes de criminalité. L'opposition cependant rejette les accusations mais avait accusé à son tour le pouvoir de vouloir la museler en procédant aux arrestations systématiques des membres des partis de la coalition d'opposition. [ND]